

Groupe de travail des règles de l'AGCS

SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX SECTEURS DE SERVICES

RENSEIGNEMENTS DONNÉS DANS LE CADRE DES EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES EFFECTUÉS PAR L'OMC

Note d'information du Secrétariat

Addendum

I. INTRODUCTION

1. À sa réunion du 7 juillet 2000, le Groupe de travail des règles de l'AGCS a demandé au Secrétariat de poursuivre l'évaluation des rapports d'examen des politiques commerciales en vue d'obtenir des renseignements sur les subventions dans le domaine des services. Plus précisément, le 30 novembre 2000, il lui a demandé d'établir un nouveau document récapitulatif sur ces subventions en se fondant sur les examens récents des politiques commerciales. Le document précédent, du 9 mai 2000 (S/WPGR/W/25/Add.1), avait été établi sur la base de 37 examens des politiques commerciales publiés entre janvier 1998 et avril 2000; la présente note porte sur neuf examens des politiques commerciales menés à bien entre mai et décembre 2000. Les renseignements pertinents ont été incorporés, en italique, dans le tableau récapitulatif qui figurait déjà dans le document de mai 2000.

2. Comme indiqué précédemment, les renseignements tirés des rapports d'examen des politiques commerciales ne rendent pas nécessairement compte de manière exhaustive des politiques commerciales d'un Membre dans un domaine étroitement défini. Le choix des pays considérés est dicté par le calendrier des examens par pays établi par l'Organe d'examen des politiques commerciales et non par des considérations liées aux questions examinées. De plus, pour respecter autant que possible l'objectif général des examens des politiques commerciales, chaque rapport vise à mettre en évidence les défis et contraintes auxquels est confronté le pays considéré; à cet égard les subventions accordées dans le secteur des services n'ont pas jusqu'ici occupé une place très importante. De nombreux rapports contiennent des renseignements sur ce type de subventions, mais rien n'a été fait pour en évaluer l'incidence générale sur l'économie ni les effets (de distorsion) sur les échanges.

3. La définition des subventions généralement employée dans les examens des politiques commerciales repose sur celle qui est donnée dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. En conséquence, une subvention est réputée consister en une contribution financière des pouvoirs publics ou d'organismes publics qui confère un avantage. Cette définition couvre l'aide accordée sous la forme d'un transfert direct de fonds, y compris les dons, les prêts et les prises de participation, de transferts directs potentiels de fonds ou de passif (par exemple, des garanties de prêt), de recettes publiques sacrifiées, de la fourniture de biens ou de services autres qu'une infrastructure générale, de l'achat de biens, de versements à des mécanismes de financement ou de soutien des revenus et des prix. Comme indiqué dans le document initial du Secrétariat, il peut s'avérer difficile, dans certains cas, d'identifier le bénéficiaire final d'une subvention, car il peut s'agir

des bénéficiaires directs, des secteurs en aval ou de consommateurs individuels¹. Ainsi, étant donné l'importance infrastructurelle de nombreux secteurs de services et leur rôle en tant que facteurs généralement disponibles, il peut être nécessaire de dépasser le cadre du secteur subventionné (par exemple, communications ou transports) et de prendre en compte les usagers des services considérés.

4. Comme dans les deux documents précédents, les types d'aides suivants n'ont pas été pris en compte: i) exemptions des taxes indirectes, en particulier la TVA, qui sont souvent destinées à encourager la consommation plutôt que la production du service considéré; ii) subventions générales accordées, par exemple, dans le cadre de programmes de développement régional ou de recherche; et iii) subventions croisées au sein d'une entreprise entre des activités monopolistiques et des activités obéissant aux lois du marché dans des secteurs comme les télécommunications. Les interventions financières des pouvoirs publics sous la forme de prises de participation et de transferts de capitaux similaires ont en revanche été prises en compte. Ce choix a fait l'objet de critiques à la réunion du Groupe de travail de juillet car il se peut que ces mesures aient été dictées par des considérations macroéconomiques et qu'aucun secteur de services particulier n'ait été visé (S/WPRG/M/28). Le Secrétariat a estimé toutefois qu'il serait peut-être préférable, pour des raisons de cohérence, de continuer à appliquer la définition d'une subvention donnée plus haut aux renseignements contenus dans les rapports d'examen des politiques commerciales plutôt que d'appliquer des critères additionnels au cas par cas.

II. TENDANCES DES POLITIQUES

5. Les renseignements contenus dans les rapports récents d'examen des politiques commerciales confirment dans une large mesure les tendances relevées dans le document précédent; les Membres de l'OMC tendent à concentrer les subventions en rapport avec les services dans trois secteurs: le tourisme, les transports maritimes et les services financiers. En ce qui concerne les mesures utilisées, la présente mise à jour confirme que les Membres ont beaucoup plus largement recours à des mesures d'incitation fiscales qu'à des subventions directes. Cela peut refléter une préférence politique pour des formes d'aide moins évidentes et, en termes de versements immédiats, moins "coûteuses". Toutefois il s'agit là d'observations plutôt subjectives; elles peuvent par exemple accorder une importance excessive à une évolution de la situation dans des secteurs ayant fait l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics au moment de l'établissement du rapport. D'une manière générale, il apparaît que des secteurs comme les services financiers ont fait l'objet d'un examen plus détaillé que les transports ferroviaires ou routiers et les services professionnels, par exemple.

¹ Par exemple, la fourniture de services de santé de base peut être assurée par le biais: a) de la gratuité du traitement dans les hôpitaux publics, b) de l'octroi de fonds publics à des hôpitaux commercialement indépendants, ou c) du financement par l'État des primes de l'assurance maladie de base. Bien qu'elles confèrent les mêmes avantages au même groupe cible, ces mesures pourraient être considérées, respectivement, comme la fourniture de services d'infrastructure, l'octroi de subventions au secteur de la santé, des transferts sociaux et/ou l'octroi de subventions aux assureurs.

Tableau 1: Subventions accordées à certains secteurs des services – renseignements donnés dans les rapports d'examen des politiques commerciales, 1998 – 2000

►MESURES►	Dons directs	Crédits à des conditions de faveur et garanties	Injection de capitaux	Incitations fiscales	Importation de facteurs en franchise et zones franches	Autres mesures non spécifiées	Nombre de Membres de l'OMC
▼SECTEUR▼							
Tourisme	Botswana Canada Israël Turquie <i>Suisse</i> <i>Liechtenstein</i>	Afrique du Sud Canada Nigeria ¹ Islande Inde Jamaïque Trinité-et-Tobago Turquie	Afrique du Sud	Nigeria ¹ Argentine Égypte Inde Israël Jamaïque Nicaragua Philippines Îles Salomon Tanzanie Trinité-et-Tobago Turquie Uruguay	Argentine Égypte Îles Salomon Inde Jamaïque Kenya Nicaragua Pérou Tanzanie Trinité-et-Tobago Turquie Uruguay	Guinée ¹ Lesotho Singapour	24
Transports en général ou non spécifiés	Canada <i>Suisse</i> <i>Liechtenstein</i>	<i>Pologne</i>		Philippines <i>Pologne</i> <i>Corée, R.P.</i>			4
Transport maritime	Australie Inde Îles Salomon	Inde Thaïlande États-Unis		Égypte Hong Kong, Chine Inde Jamaïque Pérou Singapour Turquie États-Unis <i>Brésil</i> <i>Japon</i>	Égypte Jamaïque Papouasie-Nouvelle-Guinée Pérou Turquie	<i>CE</i> <i>Corée R.P.</i>	16 (30) ²
Transport aérien		Papouasie-Nouvelle-Guinée	Hongrie ¹	Égypte	Hongrie Papouasie-Nouvelle-Guinée.	<i>CE (F, I, P, G)</i>	7 ²
Transport ferroviaire	Inde Kenya <i>Suisse</i>						3
Services bancaires	<i>Pologne</i> <i>Brésil</i>	Indonésie Thaïlande <i>Pologne</i> <i>CE (D)</i>	Hong Kong, Chine Thaïlande <i>Norvège</i>	Singapour Tanzanie États-Unis <i>Pologne</i> <i>Corée R.P.</i> <i>Suisse</i>	Trinité-et-Tobago ¹ Jamaïque Singapour Tanzanie Thaïlande	<i>Corée, R.P.</i>	14 ²
Autres services financiers		Indonésie Thaïlande	Hong Kong, Chine Thaïlande	Singapour États-Unis <i>Corée, R.P.</i> <i>Brésil</i>	Singapour Thaïlande Trinité-et-Tobago ¹		8

►MESURES►	Dons directs	Crédits à des conditions de faveur et garanties	Injection de capitaux	Incitations fiscales	Importation de facteurs en franchise et zones franches	Autres mesures non spécifiées	Nombre de Membres de l'OMC
▼SECTEUR▼							
Services de logiciels, technologie de l'information, communication et traitement de l'information	Canada	Jamaïque		Canada Égypte Inde Corée, R.P.	Inde Jamaïque Trinité-et-Tobago ¹ Uruguay	Corée, R.P.	7
Services de construction	États-Unis	Argentine Pologne		Argentine Bolivie Trinité-et-Tobago Turquie Corée, R.P. Pologne			7
Services récréatifs, culturels et sportifs	Canada Corée, R.P. Norvège	Jamaïque		Bolivie	Bolivie Israël		6
Télécommunications	Pérou Singapour	Inde		Inde	Trinité-et-Tobago ¹		4
Services audiovisuels	Argentine Canada CE			Canada Jamaïque Tanzanie Corée, R.P.	Jamaïque Tanzanie		6 (20) ²
Commerce de gros et de détail, distribution		Turquie		Trinité-et-Tobago Corée, R.P.	Tanzanie		4
Services immobiliers		Inde		Canada Japon	Trinité-et-Tobago		4
Autres secteurs non spécifiés	Australie	Australie Bangladesh Turquie	Canada	Singapour Corée, R.P.	Hongrie Singapour		7
Nombre de cas	28 (42) ²	29	8	59	40	8 (35) ²	121 (149) ²

1 Un programme de subventions est envisagé.

2 Les États membres de la CE étant pris individuellement.

Source: Secrétariat de l'OMC.

ANNEXE

Contenu des examens des politiques commerciales

Norvège - WT/TPR/S/70

page 76, paragraphe 142

Le **Programme de subventions à la presse** a pour objet d'encourager et de maintenir la diversification de la presse. Les journaux qui font paraître au moins un numéro hebdomadaire et dont le tirage moyen est de 1 000 à 6 000 exemplaires peuvent en bénéficier. Des aides sont également accordées aux journaux dont le positionnement sur le marché est défavorable et dont le tirage moyen est de 80 000 exemplaires au plus. Le montant de la subvention est calculé en fonction du tirage annuel de chaque journal.

page 123, paragraphe 134

Par le biais du Fonds public d'investissement bancaire et du Fonds public d'assurance bancaire, l'État détient une participation dans Den Norske Bank (DnB) et Christiania Bank og Kreditkasse (CBK), les deux grandes **banques commerciales**. La participation de l'État dans le secteur bancaire a augmenté au début des années 1990 après l'intervention du gouvernement pour sauver les banques en difficulté à la suite de lourdes pertes qui ont nécessité des injections importantes de capitaux par le Fonds public d'assurance bancaire. L'État est ainsi devenu le principal actionnaire de CBK, DnB et Fokus Bank. [La participation de l'État dans ce secteur a sensiblement diminué depuis.]

Pologne - WT/TPR/S/71

page 78, paragraphe 116

De nombreux secteurs bénéficient de divers allègements fiscaux liés à l'investissement ainsi que de crédits bonifiés et de garanties de crédit. Par exemple, l'État offre des garanties de crédit pour les investissements dans l'entretien d'infrastructures existantes et dans la protection de l'environnement, pour la privatisation des entreprises d'État et pour l'introduction de technologies nouvelles issues de la recherche-développement. Les principaux secteurs qui ont bénéficié de ces mécanismes ces dernières années sont ceux de la sidérurgie, des **transports**, de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie, de la **construction** et des produits pharmaceutiques.

page 78, paragraphe 119

Le **secteur bancaire** a aussi bénéficié de subventions, crédits et incitations fiscales visant à encourager les banques coopératives à se restructurer et à créer des banques régionales. Ce programme est administré conjointement par le Ministère des finances et la Banque nationale.

pages 130-131, paragraphe 210

Il est prévu de privatiser la société nationale des **chemins de fer** (PKP), qui a subi des pertes importantes et croissantes, estimées à 1 milliard de zlotys en 1998, en partie à cause du déclin du transport de charbon. [...] Le programme de restructuration prévoit 1,65 milliard de zlotys de dépenses annuelles [...]

Union européenne- WT/TPR/S/72

page 152, paragraphe 94

En décembre 1999, la Fédération **bancaire** européenne a porté plainte devant la Commission au sujet des garanties publiques apportées aux banques des Länder allemands, et la Commission a ouvert une enquête officielle.²

page 166, paragraphe 123

Selon la Commission, les compagnies européennes sont relativement fragiles, sur le plan financier, par rapport à leurs principaux concurrents; ces dernières années, la Commission a une seule fois appliqué une mesure d'aide d'État qui a favorisé la restructuration et la privatisation d'un grand nombre de **compagnies** d'État exploitant des vols internationaux. Les conditions liées à l'aide ont été rigoureusement contrôlées et la Commission n'a pas l'intention d'autoriser une autre aide à des fins de restructuration.³ On estime que, de 1990 à 1996, les compagnies exploitant des vols internationaux ont bénéficié d'une aide supérieure à 9 milliards de dollars EU.⁴

pages 169-170, paragraphe 130

La diminution considérable du nombre de navires battant pavillon national a incité les différents États membres à lancer des programmes d'aide d'État dans les **services de transport maritime**. En 1997, la Commission a réexaminé ces programmes en tenant compte de leurs conséquences fiscales. En principe, l'aide d'État ne peut être accordée qu'aux navires battant pavillon national et ne peut être mise en œuvre que pour préserver les emplois au sein de la Communauté, maintenir les connaissances en matière de vie maritime et améliorer les qualifications. Les dégrèvements fiscaux sont considérés comme une aide d'État et devraient être limités aux activités de transport maritime.

page 175, paragraphe 141

Le programme MEDIA II est un élément essentiel du programme de soutien de l'industrie **audiovisuelle** européenne, avec l'attribution de 45 millions d'écus sur cinq ans pour la formation des professionnels du secteur audiovisuel et de 265 millions d'écus pour le développement de projets de production et de distribution de produits audiovisuels. MEDIA II viendra à expiration en décembre 2000. Il est proposé d'attribuer, dans le cadre du futur programme MEDIA Plus et sur cinq ans, 50 millions d'euros pour la formation et 350 millions d'euros pour le développement et la distribution de projets.⁵

² *Bulletin Quotidien Europe*, n° 7652, 7644, 7633, 7621 et 7600.

³ Par exemple, l'aide accordée par l'État français à Air France, autorisée en 1994 et remise en question par le tribunal de première instance suite aux plaintes déposées par des concurrents européens, a été confirmée par la Commission en juillet 1998 (Communiqué de presse de la Commission européenne IP/98/682). De même, des procédures ont été engagées à nouveau dans le cas de la compagnie Olympic Airways, vu que les conditions énoncées par l'Accord de 1994 sur l'aide publique n'ont pas été respectées. En outre, une aide à TAP et à Alitalia a été autorisée bien que, dans le dernier cas, des irrégularités aient été constatées pour ce qui est de la conformité aux conditions de l'aide (communiqués de presse de la Commission européenne IP/98/135 et IP/98/495).

⁴ *The Economist*, 27 septembre 1997.

⁵ COM (1999) 658 final.

République de Corée - WT/TPR/S/73

page 108, paragraphe 132

Les mesures non fiscales auraient compris des subventions dans le cadre du programme de stabilisation des marchés financiers (rachat de créances douteuses aux **banques** par la société coréenne de gestion d'actifs (KAMCO, organisme public); [...]et la recherche-développement dans les **industries de l'information et de la communication**.

Tableau III.9

Principales incitations fiscales internes appliquées à la production et au commerce en vertu de la Loi sur la réduction des régimes fiscaux spéciaux (janvier 1999)

Cible et objectif déclaré	Activité désignée et/ou bénéficiaire	Mesure	Date d'expiration
Petites et moyennes entreprises (PME)			
Réduire la concentration des richesses économiques dans les conglomérats et consolider les facteurs économiques de base	PME engagées dans la pêche, la fabrication, l'extraction minière, la construction, le transport, la vente en gros et au détail, les services de réseau (de communication) à valeur ajoutée, les activités de recherche-développement, l'ingénierie, la réparation automobile, l'élimination des déchets industriels et des eaux usées [...]	Les réserves d'investissement pour pertes peuvent être assimilées à des pertes pour calculer les bénéfices (jusqu'à 20 pour cent des actifs de l'entreprise).	31 décembre 2003
	PME nouvellement établies dans des régions rurales ou les nouvelles entreprises de capital-risque à haute technicité, installées dans des régions désignées pour y exercer des activités d'extraction minière, de fabrication, de services de réseau à valeur ajoutée, de recherche-développement, de radiodiffusion, d'informatique, d'ingénierie, de transport et de magasinage [...]	Réduction de 50 pour cent de l'impôt sur les bénéfices ou sur les sociétés pendant six ans	31 décembre 2003
	PME des secteurs de la fabrication, de l'informatique, des services de réseau à valeur ajoutée, de la recherche-développement, de la radiodiffusion, de l'ingénierie, des transports et du magasinage [...]	Réduction de 20 pour cent de l'impôt sur les sociétés ou sur les bénéfices	31 décembre 2003
[...]			
Restructuration des entreprises			
Faciliter la restructuration, la reconversion et le réaménagement financier des entreprises	Élevage, pêche, extraction minière, fabrication, construction, transports toutes activités Activités du secteur financier	Report d'impôt pour le montant de l'investissement dans les actifs d'une entreprise individuelle transformée en société Réduction de 50 pour cent de la taxe supplémentaire spéciale sur les plus-values de cession d'actifs des établissements financiers Dédutions fiscales en faveur des établissements financiers achetant et reprenant les actifs et le passif d'un autre établissement financier	Non définie 31 décembre 2000 Non définie

Cible et objectif déclaré	Activité désignée et/ou bénéficiaire	Mesure	Date d'expiration
Développement (régional) équilibré [...]			
Remédier à la pollution et à l'engorgement provoqués par la circulation dans les centres urbains (principalement Séoul), en incitant les entreprises à se transférer en dehors des zones métropolitaines	Hôpitaux dans les régions comportant des installations médicales inefficaces ou inexistantes	Réduction de 50 pour cent de l'impôt sur les bénéfices ou sur les sociétés pendant six ans Réduction de l'impôt sur les bénéfices ou sur les sociétés équivalant à 3 pour cent du montant investi dans les actifs du nouvel hôpital pour l'exercice fiscal au cours duquel se situe l'achèvement	31 décembre 2000
Avantages fiscaux sectoriels liés à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) [...]			
	Construction de logements au niveau national	Exonération de TVA	Non définie

Source: Ministère des finances et de l'économie (1999), *Korean Taxation 1999*, [sur Internet].

page 111, paragraphe 138

Depuis 1999, des subventions sectorielles ont aussi été distribuées aux **industries liées à la culture**.⁶

pages 193-194, paragraphe 124

Afin de résoudre les problèmes financiers des sociétés coréennes de **transport maritime**, les autorités ont annoncé leur intention de créer un fonds doté de 500 milliards de won (437,8 millions de dollars EU) au cours du deuxième semestre 2000, l'objectif étant d'aider les sociétés à court d'argent à acheter des navires⁷; le programme (parrainé par l'Association des armateurs coréens) était en cours d'élaboration en juin 2000. La Loi sur la promotion du secteur maritime, qui encourageait le développement de la flotte nationale pour disposer d'une capacité de transport stable, devait être abrogée en juillet 1999, ce qui supprimerait le fondement juridique de l'aide directe accordée par les pouvoirs publics (y compris les subventions) aux sociétés nationales de transport maritime.⁸

Bahreïn – WT/TPR/S/74

[Les subventions dans le domaine des services ne sont pas mentionnées.]

⁶ Les industries liées à la culture comprennent les producteurs de programmes vidéo, les nouvelles entreprises de vente de livres sur Internet et les producteurs de logiciels de jeux, de disques de musique et de programmes de télévision. Un programme de prêts à conditions de faveur devrait toucher 500 entreprises et créer 14 000 emplois (*The Korea Herald* [sur Internet], 12 mai 1999. Disponible à l'adresse suivante: <http://www.koreaherald.co.kr/> [30 septembre 1999]).

⁷ Renseignements émanant du Ministère des affaires maritimes et des pêches, publiés dans *The Korea Herald* [en ligne], 31 décembre 1999, disponible à l'adresse suivante: <http://www.koreaherald.co.kr/> [10 janvier 2000].

⁸ OCDE (1998c).

Brésil – WT/TPR/S/75

page 131, paragraphe 125

Le contrôle qu'exerçait le secteur public est passé en grande partie à des entités privées, grâce au Programme de restructuration et de renforcement du système financier national (PROER).⁹ Dans le cadre de ce programme, le gouvernement fédéral s'est engagé à financer la totalité des coûts de la restructuration, dans la mesure où les **banques** sous propriété d'État seraient soit privatisées soit transformées en organismes de développement soit liquidées. Lorsque aucune de ces trois possibilités ne serait choisie, le gouvernement fédéral n'assumerait que la moitié des coûts de la restructuration, le reste devant venir des États.

page 134, paragraphe 141

En général, le secteur des **assurances** ne bénéficie d'aucune incitation. Toutefois, la taxe sur les services financiers (IOF) a été ramenée à zéro pour cent pour les activités d'assurance dans le secteur agricole, les activités relatives aux hypothèques (assurance obligatoire), celles en matière de crédit à l'exportation et celles concernant les satellites BRASILSAT I et II (risques lors du lancement et des activités).¹⁰

page 140, paragraphe 163

Transport maritime: Les recettes du **transport** des marchandises sont exemptées du Programme d'intégration sociale (PIS) et de la Contribution au financement de la sécurité sociale (COFINS).¹¹ Dans le cas des exportations et importations de produits brésiliens, le coût du fret n'est pas pris en compte dans le calcul des droits à l'importation et des taxes à l'exportation si les marchandises sont transportées dans des navires immatriculés au Registre spécial brésilien (REB).

Japon – WT/TPR/S/76

page 77, paragraphe 112

Pour atteindre divers objectifs de politique générale, concernant notamment les investissements à réaliser dans certains équipements pour s'attaquer aux problèmes d'environnement et pour stimuler la demande, le Japon dispose d'un système complexe de dégrèvements fiscaux ... L'amendement de l'exercice 2000 a comporté des mesures fiscales spéciales visant la protection sociale, le secteur énergétique et le **logement**.

page 124, paragraphe 95

Dans le cadre [du Régime de la navigation internationale] ... , certains navires qui battent pavillon japonais ont droit à un traitement fiscal préférentiel ...¹² Selon les autorités, le Régime de la navigation internationale n'a aucun effet de distorsion des échanges dans les **services de transport maritime**; il vise à mettre les navires japonais sur un pied d'égalité avec ceux des autres pays qui accordent un traitement fiscal préférentiel à leurs propres navires.

⁹ Résolution n° 2.208 du 3 novembre 1995.

¹⁰ Décret n° 2.888 du 21 décembre 1998.

¹¹ Loi n° 9.432 du 8 janvier 1997.

¹² Ce traitement préférentiel comprend un allègement de la taxe sur l'immatriculation des navires et de l'impôt local sur la propriété.

Suisse et Liechtenstein – WT/TPR/S/77

page 60, paragraphe 92

La Confédération [helvétique] octroie également des subventions sous forme de ... subventions directes et allocations au titre du développement du **tourisme** (environ 3,6 millions de francs suisses par année entre 1997 et 2001); et subventions directes et allocations aux fournisseurs monopolistiques de services d'infrastructure tels que les **chemins de fer et d'autres services de transport public**. L'aide financière accordée par la Confédération helvétique aux fournisseurs de services de transport public s'est élevée à quelque 3,3 milliards de francs suisses en 1996, 3,8 milliards en 1997, 5,7 milliards en 1998, et 3,8 milliards en 1999.

page 61, paragraphe 93

Le gouvernement [liechtensteinois] accorde également une aide financière de l'ordre de 500 000 francs suisses par année au titre du marketing **touristique** au niveau international, et de 12 millions de francs suisses par année pour les **transports publics**.

page 107, paragraphe 72

Services bancaires et de gestion de fonds (Suisse): Les cantons offrent des incitations fiscales.

page 124, paragraphe 118

La Société suisse de crédit hôtelier a un fonds de roulement de 118 millions de francs suisses. Elle accorde des crédits à des conditions de faveur (à des taux d'intérêt subventionnés inférieurs de 2 points de pourcentage aux taux normaux) et des garanties de crédit à de petites et moyennes entreprises qui investissent dans le secteur du tourisme. La Confédération a accordé un crédit de 18 millions de francs suisses, pour la période 1997-2001 (soit 3,6 millions de francs suisses par an en moyenne)¹³ afin de financer l'innovation et des activités de coopération entre les opérateurs du secteur.

page 124, paragraphe 120

Tourisme: Les pouvoirs publics [du Liechtenstein] apportent un soutien financier d'environ 500 000 francs suisses par an en faveur des activités de promotion du tourisme.

Canada – WT/TPR/S/78

pages 61-62, paragraphes 181 et 185

Politique culturelle:

Le rapport établi par le Secrétariat dans le cadre de l'examen de 1996 donnait un aperçu des principaux instruments commerciaux de soutien, utilisés conjointement et comprenant des

¹³ Arrêté fédéral finançant l'encouragement de l'innovation et de la coopération dans le domaine du tourisme de 1997 à 2001, 10 octobre 1997, article 8. La subvention annuelle de 8 millions de francs suisses qu'accordait auparavant la Confédération aux hôtels et aux auberges a été supprimée en 1998.

subventions directes, des stimulants fiscaux, des restrictions à la propriété étrangère (voir document S/WPGR/W/25) et des prescriptions en matière d'apport local.¹⁴

De plus, les règles régissant les déductions fiscales offertes aux annonceurs canadiens ont été modifiées et prévoient maintenant la déductibilité totale pour tout périodique – au sens de la Loi sur les services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers, quelle que soit la nationalité du propriétaire – qui renferme au moins 80 pour cent de contenu original ou canadien. Les annonceurs canadiens recevront la moitié de la déduction pour les annonces insérées dans des périodiques étrangers, en vertu de l'exemption *de minimis*, ainsi que pour les annonces insérées dans des magazines créés par des investisseurs étrangers et renfermant moins de 80 pour cent de contenu original ou canadien. Les autorités ont déclaré que la politique n'établissait pas de distinction entre les fournisseurs étrangers. En décembre 1999, le Ministre du patrimoine canadien a annoncé la création d'un fonds triennal de 150 millions de dollars canadiens destiné à apporter une aide financière directe aux magazines canadiens.¹⁵

¹⁴ OMC (1996).

¹⁵ Pour plus de détails, voir les renseignements de Patrimoine canadien disponibles à l'adresse suivante: <http://www.pch.gc.ca>.